

Cyberpresse a changé



Le français périlite au cégep



Les étudiants du secondaire sont de plus en plus nombreux à devoir suivre des cours de mise à niveau.

Photothèque Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve



Daphnée Dion-Viens

Le Soleil

Les profs de cégeps sont nombreux à dénoncer les lacunes des étudiants en français, qui ne font qu'empirer selon plusieurs. Or, les chiffres leur donnent raison. Les étudiants sont de plus en plus nombreux à devoir suivre des cours de mise à niveau en français, lorsqu'ils font le saut du secondaire au cégep.

Selon les données fournies par la Fédération des cégeps, 4767 étudiants étaient inscrits au cours de mise à niveau en langue et littérature (français) en 2002 au cégep. En 2006, ce nombre était passé à 6478. Une augmentation de 36 %, en quatre ans seulement.

Selon la Fédération, cette hausse peut être attribuée aux difficultés

grandissantes des jeunes Québécois en français. «Instinctivement, on a tendance à croire que la hausse n'est pas liée à l'augmentation des exigences des collègues, mais plutôt à de plus grandes lacunes en français», affirme la directrice des communications, Caroline Tessier.

Faible moyenne

Généralement, les cours de mise à niveau sont imposés aux élèves qui ont leur diplôme d'études secondaires en poche, mais dont la moyenne générale en français est faible. Puisqu'il n'y a pas de règle commune pour tous les cégeps, certains établissements se basent aussi sur la note obtenue à l'examen de français du ministère de l'Éducation.

Au Cégep de Sainte-Foy, par exemple, un étudiant qui a obtenu une moyenne de 65 % et moins à l'examen du ministère et en français de cinquième secondaire doit suivre un cours de mise à niveau au cégep. La seule façon d'y échapper est de réussir un test de classement qui lui permettrait d'accéder directement au cours de français régulier.

Le cours de mise à niveau ? dont la réussite est obligatoire ? permet de revoir des notions de base : grammaire, orthographe, syntaxe, ponctuation, etc. En cas d'échec, la plupart des cégeps offrent une deuxième chance.

Mais réussir le cours de mise à niveau n'est pas nécessairement un gage de succès pour la suite. Le nombre de fautes permis y est deux fois plus élevé que dans les cours de français régulier : une erreur tous les 15 mots, comparé à une erreur tous les 30 mots.

L'augmentation des étudiants inscrits aux cours de mise à niveau n'étonne pas Patrick Moreau, professeur de français de cégep au Collège Ahuntsic. Il a publié récemment le livre Pourquoi nos enfants sortent-ils de l'école ignorants? où il tire à boulets rouges sur le système d'éducation québécois. «La langue s'enseigne de plus en plus mal dans les écoles, affirme-t-il. La majorité ont des lacunes énormes et ils ont de la difficulté à exprimer clairement leurs idées, surtout à l'écrit.» Selon M. Moreau, qui enseigne depuis une quinzaine d'années, les élèves ne sont pas nécessairement pires qu'avant, mais il sont deux fois plus nombreux à massacrer le français. Patrick Moreau n'est pas le seul à tirer la sonnette d'alarme. Le printemps dernier, l'Office québécois de la langue française a compilé les résultats des élèves aux épreuves de cinquième secondaire.

Résultat : le taux de réussite a diminué depuis 2000. Précisons, par ailleurs, que ces chiffres ne concernent pas les élèves de la réforme, qui sont maintenant en quatrième secondaire.

Mais ce sombre portrait n'est pas partagé par tous. Chantale Lebel, enseignante de français au Cégep Limoilou, y voit aussi quelques lueurs d'espoir. «Je ne sais pas s'ils sont vraiment moins bons à l'écrit, mais une chose est sûre, c'est qu'ils ont plus d'idées, dit-elle. Parfois, ça sort tout croche, mais ils ont de quoi argumenter.»

Reste à voir comment s'en tireront les élèves de la réforme, qui feront le saut au cégep à l'automne 2010.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Cyberpresse a changé

cyberpresse.ca

La gouvernance des cégeps dans la mire de la ministre



[Daphnée Dion-Viens](#)

Le Soleil

Il n'y a pas que les universités québécoises qui sont visées par le projet de loi sur la gouvernance que compte déposer cet automne la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Les cégeps sont aussi dans sa mire.

En entrevue au Soleil hier, elle a indiqué que les mesures contenues dans le projet de loi s'appliqueront autant au réseau collégial qu'universitaire. «Oui, je souhaite que les membres des conseils d'administration soient tout aussi imputables», a-t-elle affirmé. La ministre entend exiger que les deux tiers des membres des conseils d'administration proviennent de l'externe.

Tout en reconnaissant que les enjeux diffèrent entre cégeps et universités, Mme Courchesne insiste sur le rôle des collèges dans leur région, qui pourrait être bien servie par une participation accrue des représentants de la communauté au conseil d'administration.

«Pour moi, le cégep a un rôle socio-économique très important à jouer dans le développement des régions au Québec, dit-elle. Le conseil d'administration va être le reflet de la personnalité de chacune des régions.»

Cette annonce semble beaucoup mieux accueillie dans le réseau collégial qu'universitaire, où on note une grande réticence. Le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, s'est dit a priori «favorable» au projet de loi hier, si les changements s'inscrivent dans la foulée des recommandations du Groupe de travail sur la gouvernance des universités, présidé par le professeur des HEC Jean-Marc Toulouse.

«On y voit des éléments intéressants pour les cégeps, comme le poids des membres externes, la clarification du rôle et des responsabilités des administrateurs et les mécanismes de reddition de comptes», dit-il.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Cyberpresse a changé

cyberpresse.ca

Profs devant les tribunaux : «Troublant», selon Courchesne



[Daphnée Dion-Viens](#)

Le Soleil

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, se dit troublée par le cas de cet enseignant, Paul Gonthier, qui s'est retrouvé devant les tribunaux avant d'être acquitté de voies de fait simples sur un élève. Selon la ministre, ce problème lève le voile sur une situation préoccupante.

«Ce qui est troublant, c'est que les enseignants se retrouvent dans des situations de tiraillements. À l'école, il y a une autorité en classe qu'on doit respecter. Quand les enseignants se retrouvent à ne plus savoir quels mots utiliser, ça devient préoccupant.»

Mme Courchesne y voit aussi une «responsabilité parentale». «C'est important d'accroître le dialogue. Les parents doivent comprendre à quel type d'enseignement et de discipline on est en droit de s'attendre dans une classe. L'enfant n'a pas toujours raison.» La ministre réitère l'importance de respecter les droits des élèves, mais rappelle aussi qu'il doit y avoir des rappels à l'ordre, lorsque les règles ne sont pas respectées.

Selon la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), une dizaine de cas semblables à celui de l'enseignant Paul Gonthier risquent d'aboutir devant les tribunaux, uniquement dans la région de Québec.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Un désinfectant sherbrookoïse pouvant vaincre la bactérie listeria



Le désinfectant Thymox pourrait lutter contre la bactérie listeria qui a fait faire des cauchemars à Maple Leaf.
Archives La Presse

Gilles Fisette

La Tribune

Le désinfectant agricole mis au point par la compagnie sherbrookoïse Laboratoire M² est capable de vaincre non seulement des pathogènes responsables notamment de la grippe aviaire mais il est tout aussi efficace contre la bactérie listeria qui a fait faire des cauchemars à Maple Leaf et à de nombreux fromagers à travers le pays.

«Le produit a été soumis à des tests par nos microbiologistes et les tests montrent une efficacité à cent pour cent contre la listeria», a expliqué le président de l'entreprise, Serge Auray. Mercredi, à Saint-Hyacinthe, Serge Auray profitait d'une excellente tribune pour annoncer le

début de la commercialisation de son désinfectant Thymox.

Il était l'invité du congrès Innovet 2008, un rencontre à laquelle participaient plus de 250 personnes, producteurs agricoles, scientifiques, vétérinaires et autres spécialistes venus du Québec, du Canada et de divers pays dans le monde.

Le thymox est un désinfectant fait d'ingrédients actifs naturels non toxiques. Il est donc sans danger pour les humains et les animaux.

Il est également non corrosif, contrairement aux produits concurrents. Enfin et surtout, il est un bactéricide, un fongicide et un virucide puissants. Cerise sur le sundae, il sent bon: il est concocté à partir d'huiles essentielles et de thym.

Dans un premier temps, le produit est destiné au secteur agricole. Déjà, il a été mis à la disposition des membres de la Coopérative agricole Dynaco, du Bas-du-Fleuve.

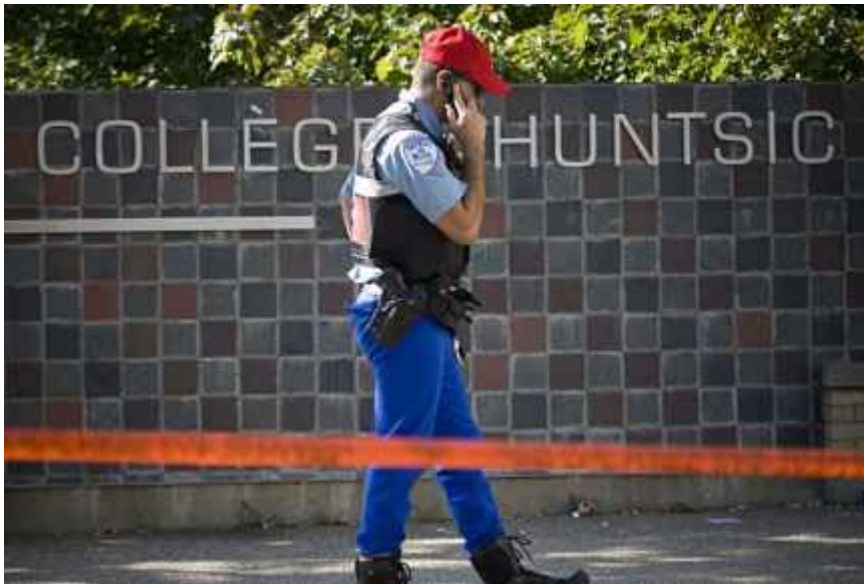
«Et les résultats sont renversants. Les agriculteurs voient une énorme différence. À commencer par le fait qu'ils ne sont pas obligés de mettre des gants, des masques et, pratiquement, une armure pour appliquer le produit, comme ils sont obligés de le faire avec les désinfectants disponibles jusque là sur le marché», a témoigné un représentant de la coopérative, Richard Lévesque.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Bagarre et coups de feu au Collège Ahuntsic



C'est la troisième fois depuis le début de l'année que le cégep Ahuntsic est sous haute tension.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Hugo Meunier

La Presse

Une bagarre impliquant une trentaine de jeunes est survenue vers 14h hier, devant le Collège Ahuntsic, à Montréal. Des élèves ont entendu des coups de feu, cinq jeunes ont été arrêtés, mais personne n'a été blessé.

C'est la troisième fois depuis le début de l'année que le cégep est sous haute tension. En début d'année, un jeune a été poignardé devant le cégep (mais l'enquête piétine, la victime ne voulant rien dire) et mardi, une bagarre s'est produite dans l'établissement entre deux bandes de jeunes.

Pendant plus de deux heures, en après-midi hier, les policiers étaient en état d'alerte aux abords du collège, devant une foule de

collégiens attroupés dehors pour en savoir plus.

«On n'a retrouvé aucune douille et personne n'a été blessé», a dit Lynne Labelle, du Service de police de la Ville de Montréal.

La police n'a pas été en mesure de confirmer s'il s'agissait d'élèves du cégep et si les jeunes appartenaient à des gangs de rue. Les trois jeunes arrêtés en après-midi l'ont été dans un appartement non loin du collège.

André-Anne Guénette, qui étudie en intervention en délinquance, était assise dehors, en train de fumer, quand elle a vu un groupe de personnes s'en prendre à deux ou trois jeunes. «J'ai cru voir qu'ils se donnaient des coups de matraque, puis j'ai entendu des coups de feu. Tout le monde s'est mis à courir. J'ai vraiment eu peur.»

Luc Demers, directeur du collège, a confirmé que deux agents de sécurité supplémentaires avaient été embauchés hier, après la bagarre de la veille. Il envisage maintenant de renforcer encore la sécurité et d'installer davantage de caméras de surveillance.

Malgré les événements, le cégep est resté ouvert et les cours n'ont pas été annulés.

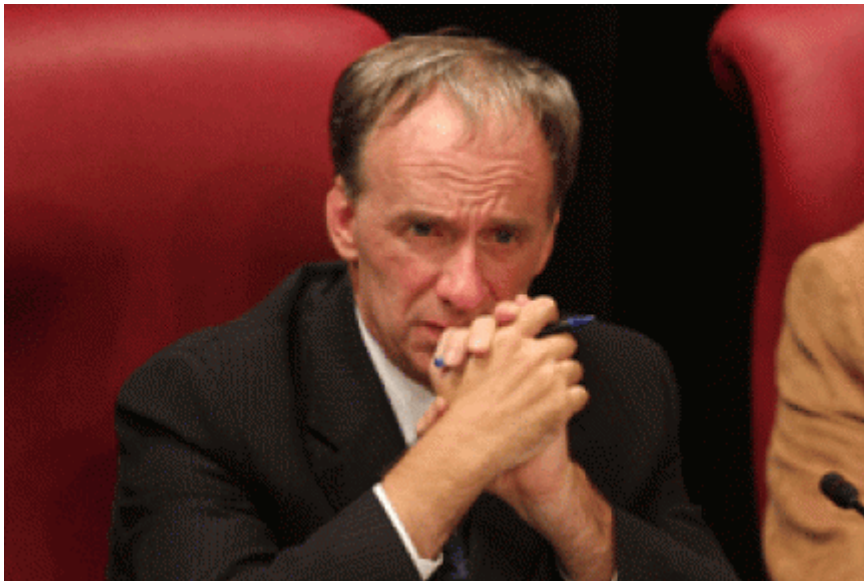
Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Université du Québec en Outaouais

Pas d'argent sans nouveaux programmes, dit Bureau



Marc Bureau : «Ç'a été unanime hier [mardi], il y aura une condition pour le don à la Fondation (de l'UQO), a déclaré M. Bureau. On n'obligera pas nécessairement des nouveaux programmes en santé, mais ce sera pour des nouveaux programmes.»

Archives, LeDroit



Justine Mercier
Le Droit

Le maire de Gatineau, Marc Bureau, tient mordicus à ce que l'Université du Québec en Outaouais (UQO) s'engage à créer de nouveaux programmes avant de lui verser le montant de 1,25 million\$ offert par la Ville.

Alors que l'UQO aimerait que la Ville lui octroie sans condition ce don de 250 000\$ par année pendant cinq ans, le maire Bureau est catégorique à l'effet que certaines volontés du conseil municipal devront être respectées. La municipalité voulait que son argent serve à créer de nouveaux programmes liés à la santé, mais se dit maintenant prête à modifier sa demande.

«Ç'a été unanime hier [mardi], il y aura une condition pour le don à la Fondation (de l'UQO), a déclaré M.

Bureau. On n'obligera pas nécessairement des nouveaux programmes en santé, mais ce sera pour des nouveaux programmes.»

Le hic, c'est que l'université ne peut pas décider unilatéralement de mettre sur pieds de nouveaux programmes. Chaque projet doit être soumis au ministère de l'Éducation, à qui revient le droit d'autoriser ou non la création de programmes.

«On ne peut pas prendre des engagements qui relèvent de l'autorité du ministère de l'Éducation», a expliqué le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt.

Ce dernier souligne que l'université veut bien accueillir des programmes supplémentaires, mais que le conseil d'administration ne peut pas «s'engager juridiquement sur un terrain où il n'est pas en contrôle».

Annnonce annulée

Une conférence de presse devait avoir lieu mercredi pour annoncer la conclusion d'une entente entre les deux parties, mais tout a été annulé à la dernière minute, mardi après-midi.

«C'était très positif quand j'ai parlé avec le maire hier midi [mardi], soutient M. Vaillancourt. Maintenant, il semble que le conseil municipal ait besoin d'informations additionnelles. C'est simplement une question de contretemps.»

M. Vaillancourt se dit donc confiant d'en arriver rapidement à un accord avec la Ville.

«Dans le protocole d'entente, on peut mettre les mots qui, juridiquement, vont satisfaire à la fois le conseil d'administration de l'université et le conseil municipal.»

Le ministre responsable de l'Outaouais, Benoît Pelletier, affirme pour sa part qu'il comprend le point de vue de chaque partie.

«Je ne peux pas dire que la Ville a des demandes qui sont illégitimes, mais en même temps, on se doit de respecter l'autonomie universitaire, alors il y a un point d'équilibre qu'il va falloir trouver entre les deux», croit M. Pelletier.

La Ville de Gatineau a été critiquée au cours des derniers mois, puisque les autres établissements du réseau de l'Université du Québec reçoivent tous du financement de leur ville respective.

En plus du don de 1,25 million\$ sur cinq ans, Gatineau offre notamment à l'UQO de lui accorder des crédits de taxes pour les nouveaux édifices dédiés à des fins éducatives qui y seront construits au cours des dix prochaines années.

AVEC CHARLES THÉRIAULT

Cyberpresse vous suggère

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Swinging Orleans a riding to watch

By **SUSAN SHERRING**

Email	Print	Write	Size: A A A
Share:		+	Help

Ottawa-Orleans MP Royal Galipeau says he takes nothing for granted.

And that includes winning re-election next month.

"That's why I know how many days I've served as a member of Parliament," Galipeau said, which this week was almost 980 days.

"I value each day I get to do this job."

Galipeau has his own style.

It sometimes rubs people the wrong way, but Galipeau isn't one to back away from a controversy, often being the one to fan the flames of potentially volatile situations.

In 2006, Galipeau beat Liberal incumbent Marc Godbout -- who is running again this election -- by less than 1,200 votes. And politicians know this time around, anything could happen.

In fact, if any local incumbent is going to be turfed, the odds suggest it will be Galipeau.

Considered a swing riding, it's been well over a century since a Conservative won the Orleans area in back-to-back elections.

In his quest to win back the riding for the Liberals, Godbout isn't holding back, throwing zingers in Galipeau's direction as fast as he can speak.

His first attack -- Galipeau's stance that moving federal public servants to Orleans is a ridiculous idea.

Months back, Galipeau suggested if the community wanted federal jobs in Orleans, they should have voted Liberal.

"That's one of the few quotes we agree on," says Godbout, happy to repeat the story one more time. "What we need here in the east end is a fighter."

Like Galipeau, Godbout has his own style, one which has even turned some ardent Liberals against him.

That helps make this riding one to watch.

To his credit, Galipeau doesn't twist and turn in the wind over an unpopular position. Nor does he miss an opportunity to criticize his opponent.

"I do my job and yes, I did take some heat, but that's just the joke of it," he said, pointing out that the percentage of his constituents who work for the public service is disproportionate to the number who do so in the riding. "This is the result of decades of neglect by my predecessors. He (Godbout) thinks he has a bandage to fix it, move (the public service) wholesale to Orleans. This may assuage some of his supporters. It doesn't get anything done. It may be good for moving companies, it may be good for land developers. But it doesn't focus on the real assets that are here," he says.

The two also disagree when it comes to the city's options for light rail.

An option that would send light rail to Blair Rd. isn't good enough for Godbout.

And while he insists he's not dissing the efforts of the east-end councillors, he says the plan needs to go to Trim Rd.

"I want to see the plan for Orleans now, not in 2050," Godbout says.

Galipeau is equally concerned, but thankfully appreciates that you have to start somewhere.

"If you don't get to Blair, you can't get to Trim Rd.," he says.

Exactly.

And if money were no option, there'd be light rail at every street corner.

As for the interprovincial bridge, Galipeau supports the Kettle Island option.

Godbout isn't ready to decide.

"I've always been opposed to a bridge at Petrie Island," Godbout says, adding he's waiting to see how it looks for Orleans if the bridge goes to Kettle Island.

As for the Ottawa River, again, their views are much different.

"I used to swim there, all summer long. It was clean in the past, it can be clean again," Galipeau says, pointing to the \$33 million the feds have committed so far to prevent sewage spills into the river.

Godbout scoffs at the Conservatives' river funding.

"(Environment Minister John Baird) has no credibility on the environment. He never will," he said.



September 25, 2008

Tim's already double, doubles soldiers' spirits

By **EARL MCRAE**, OTTAWA SUN

Look, Tim Hortons loves our soldiers, it isn't saying it's a bad idea, just that the notion from some who haven't seen the petition and its preamble -- but are hearing second hand about the idea -- that the coffee king started it, and will go ahead with it, is wrongly skewed information.

"Yes," says Rachel Douglas, director of public affairs for Tim Hortons, welcoming the opportunity to clear up the misconception, "I have seen this online petition and it does not originate from Tim Hortons."

When it comes to supporting our soldiers, including our fighting/rebuilding men and women in Afghanistan, Tim Hortons has nothing to apologize for.

Its record shines.

Our soldiers, at home and overseas, are quite capable of buying their own cups of coffee, and do, but that didn't prevent an anonymous submission on the Internet a week ago pushing a "Buy A Soldier A Coffee" day -- Nov. 12, the day after Remembrance Day, suggested -- with the proposed benefactor Tim Hortons, the idea being that it would, on "Buy A Soldier A Coffee" day, have coin boxes set up in all its outlets similar to its Tim Hortons Children's Foundation boxes that raise from customers an annual fortune to send underprivileged kids to camp.

The Internet pitch says: "Why do soldiers in Afghanistan have to buy a cup of coffee? A 'taste of Canada' should be on the house. Now that they (Tim Hortons) are located in Kandahar, our troops can introduce the coalition to a Double, Double. Let's get it going. Timmies, it's time to buy a soldier a cup of coffee...can you imagine how many people would drop the money for a 'Coffee For A Soldier?' So here it is -- a petition for a Canada-wide 'Buy A Soldier A Coffee' day."

Then a space to sign the petition, dozens of names already on it, and the e-mail address of Tim Hortons' customer service department.

As I said, it's a nice idea, no doubt Canadians would donate hugely to "Buy A Soldier A Coffee" day boxes.

Not because our soldiers can't afford coffees, or should get them free (our soldiers don't look for, or expect, free rides), but out of gratitude -- a simple, heartfelt gesture, for their sacrifices and service in the name of keeping us free.

I'm sure there are a good number of grateful Canadians, who upon seeing a Canadian soldier in uniform in a restaurant, bar, or standing in line for a coffee, have said to the waiter or waitress: "Give me the bill for the soldier, I want to pay." I know I have.

Rachel Douglas: "We appreciate all the suggestions that we are receiving from so many caring individuals. There are so many wonderful and worthwhile charities and organizations that it is difficult for us to support and participate in every one. We are told by the Canadian Forces that our current efforts are already making a big difference to the morale of the soldiers."

I wouldn't doubt it. Next to reigning hockey, Canada's mad passion is Tim Hortons. Should anyone, through ignorance, be labouring under the misconception that Tim Hortons plays no role with our soldiers, Rachel Douglas goes on:

"Since opening the Tim Hortons location on the military base in Kandahar, Afghanistan, we have received many questions on how our customers can support the troops. Tim Hortons is very proud to have answered the call from our troops in Afghanistan ... we have supported our soldiers for many years, with coffee

donations to our forces in Kuwait, and in annual coffee donations through Operation Santa Claus, for troops stationed overseas.

"Our individual store owners also support families of Canadian Forces members in their communities with their own donations. The CFPSA (Canadian Forces Personnel Support Agency) is the franchisee of this (Kandahar) location and Tim Hortons has waived all franchise fees and operating costs typical of a Tim Hortons franchise, with the understanding that all profits realized are reinvested into morale and welfare programs in support of our Canadian soldiers.

"The CFPSA will accept and distribute Tim Hortons gift certificates to the CF members in Afghanistan. Gift certificates or cash donations can be sent to: CFCF Military Fund, c/o Canadian Forces Personnel Support Agency, 4210 Labelle St., Ottawa, Ontario, K1A 0K2."

Tim Hortons/our soldiers in Afghanistan. A double, double formidable force against the Taliban.